

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Dakar, place de l'Obélisque, 21 août 2013 : « L'emploi doit être la priorité nationale » pouvait-on lire sur une pancarte exhibée lors d'une manifestation organisée par des jeunes diplômés sans emploi à Dakar. Ou encore : « Halte au népotisme et au clientélisme dans le recrutement dans la fonction publique ! » Et aussi : « Recrutement de 5 500 agents dans la fonction publique dès janvier 2013. Six mois après, la jeunesse attend. » Et une jeune femme de s'exclamer : « C'est un cri du cœur, on n'en peut plus¹ ! » Ces slogans rejoignent le sentiment qu'éprouvent les Sénégalais vis-à-vis du monde du travail. Bien plus que tout autre domaine, le travail centralise leur intérêt, mais aussi et surtout leur courroux, tant les perspectives d'un jeune pour se faire recruter par une entreprise ayant pignon sur rue ou pour accéder à un poste dans la fonction publique sont faibles. Tant les chances de vivre décemment comme boutiquier ou artisan sont réduites. Toucher son premier salaire et le remettre, symboliquement, à ses parents, représente sans aucun doute l'un des moments les plus forts de la vie d'un jeune qui s'apprête à entrer dans l'âge adulte. Mais ce moment survient de plus en plus tardivement.

Or, ce n'est qu'une infime partie des candidats à un emploi qui, à l'instar de ces jeunes diplômés de la place de l'Obélisque, ont les moyens de descendre dans la rue et de prendre contact avec tel syndicat ou telle association des droits de l'homme, qui osent frapper à la porte des hommes politiques et parviennent à mobiliser les médias et autres réseaux sociaux. Beaucoup, et l'on pense aux

1. Source : « Manifestation des diplômés chômeurs pour dénoncer les promesses “non tenues” des autorités » (vidéo), *seneweb.com*, 21 août 2013, [http://www.seneweb.com/news/Economie/video-manifestation-des-diplomes-chomeurs-pour-denoncer-les-promesses-quot-non-tenues-quot-des-autorites_n_103667.html], accès février 2014, vidéo retirée depuis. Voir aussi « Insertion des diplômés et résorption du chômage des jeunes : entre leurs d'espoirs et issues incertaines », *dakar-echo.com*, 22 août 2013, [http://www.lejecos.com/Insertion-des-diplomes-Resorption-du-chomage-des-jeunes-Entre-leurs-d-espoirs-et-issues-incertaines_a339.html], accès avril 2016; « Les diplômés chômeurs lorgnent les postes fictifs », *dakar-echo.com*, 22 août 2013, [<http://www.sinstallerauseneal.com/2013/08/23/les-diplomes-chomeurs-lorgnent-les-postes-fictifs/>], accès avril 2016. N.B. : lors de la dernière relecture de ce texte, tous les liens internet ont été vérifiés, d'où l'indication « accès avril 2016 ».

jeunes des zones rurales, vaquent à leurs occupations, travaillent quelques heures par ci par là, pour contribuer tant bien que mal au budget familial. Souvent, ils rêvent d'un ailleurs où la vie serait plus facile. Les statisticiens les considèrent comme des « actifs occupés ». De ce fait, le taux de chômage, ce concept si peu adapté aux sociétés où le salariat est marginal et où l'on ignore les indemnités en cas de chômage, reste à un niveau « politiquement » correct : environ 10 % nous disent certaines statistiques, avec des variations en fonction de la zone géographique et du genre, les citadins et les hommes étant mieux lotis que les ruraux et les femmes (Sénégal, 2013a, p. 104). D'autres sources vont jusqu'à avancer un taux de plus de 25 % (Sénégal, 2014a, p. 103). Les réalités, elles, sont fort complexes et les défis auxquels sont confrontés les dirigeants du pays sont à la mesure de cette complexité. « Pleins feux sur l'emploi, mais où sont les données ? » se demandent les experts de la Banque mondiale (2012, p. 34). « Pleins feux sur l'emploi, mais de quel emploi parle-t-on, au juste ? » serait-on tenté de poursuivre le questionnement. Rien d'étonnant alors à ce que les politiques de l'emploi semblent faire du surplace, qu'elles sont ponctuées tantôt d'avancées timides, tantôt d'initiatives spectaculaires décidées dans l'urgence, quand la situation devient explosive, comme dans les années 1980 lorsque fut lancée l'Opération maîtresards, une mesure s'adressant aux diplômés de l'enseignement supérieur confrontés au chômage qui fit alors son entrée tonitruante dans le discours public. Comme du temps de la mandature du président Abdoulaye Wade, lorsque les jeunes désœuvrés lui rappelaient ses promesses électorales non tenues. Comme pendant ce mois d'août 2013 où les jeunes se demandaient ce qu'étaient devenus ces 5 500 emplois dans la fonction publique, auxquels ils avaient été 125 000 à postuler.

L'absence d'emploi est d'autant plus difficile à supporter pour les Sénégalais que, dans la vie quotidienne, le travail est hautement valorisé. De nombreuses locutions en témoignent². Lorsqu'il est question de travail, *liggëy bi*, c'est l'idée du travail de la terre qui vient à l'esprit. En effet, la référence à l'effort physique est quasiment automatique, celui-ci se traduisant par de « la sueur », *ñaq wi*. D'où aussi l'expression « La sueur n'est jamais perdue », *ñaq réerul boroom*. Car « le travail paie », comme le clame un panneau accroché sur la devanture d'une boutique d'antiquaire dans la ville de Saint-Louis. Toujours selon le parler populaire, c'est sur le lieu du travail, c'est-à-dire dans les champs, que l'on reconnaît celui qui est « courageux », *jambaar*. Il ne retarde pas le groupe qui avance collectivement, « en lignée », *waar wi*, d'où l'expression *Jambaar ca waar wa*. Mais être courageux, pourrait-on ajouter, ne signifie pas non plus devancer les autres de beaucoup, car trop se distinguer n'est pas nécessairement souhaitable non plus... *A contrario*, la paresse est synonyme de hantise de la sueur et

2. Pour les développements qui suivent, je suis redevable à M. Aliou Ngoné Seck, professeur de linguistique à l'université Cheikh Anta Diop. Mais je suis seule responsable d'éventuelles erreurs d'interprétation.

de la saleté. C'est pour cela aussi que l'on dit que le paresseux est « quelqu'un qui ne supporte pas de suer », *nanguwul a ñaq*. De même, être assis n'est pas valorisant, car « la poussière des pieds est préférable à la poussière des fesses », *pëndu tànk moo gën bu taat*. On le voit, ce qui compte avant tout, notamment pour un jeune valide, c'est la volonté d'exécuter un travail physique : *Kaala bu jékkee ci bopp, ci ndigg lay mujj*, ce qui signifie littéralement : « Le turban, si ça commence par la tête, c'est aux reins que ça finira. » En effet, attaché autour des reins, le turban, symbole de la sagesse, de l'âge et, en quelque sorte, du travail accompli, permet de mieux faire des efforts physiques. Les Sénégalais opposent explicitement travailleur intellectuel et travailleur manuel, ce dernier étant « celui qui descend³ et se lave les mains », *wàcc, raxasu*.

Même si les activités manuelles continuent à être hautement valorisées par le discours populaire, les représentations du travail ont évolué au cours du temps. Avec la colonisation, le « travail assis » est devenu source de prestige, car ne signifiant pas seulement maîtrise de la langue du colonisateur et proximité par rapport au pouvoir, mais aussi régularité des revenus. Cependant, le niveau de ces revenus est connu d'avance, ce qui a fait dire au deuxième Khalif des Mourides⁴ : « Celui qui sait ce qu'il aura pendant tout un mois, il est bien malchanceux. » Ce constat, fait à l'époque des ajustements structurels qui ont entraîné une perte dramatique du pouvoir d'achat des salariés, toutes catégories confondues, revient à réhabiliter le travail indépendant, et tout particulièrement l'activité commerciale où les « coups » – et les fluctuations conséquentes des revenus – font partie du métier. Depuis les années 1990, une autre facette du travail a gagné en importance, celle relative aux contacts professionnels en dehors des frontières nationales, dans les pays du Nord, avec tout ce que cela procure comme perspectives de revenus, de prestige, de missions à l'étranger, voire d'expatriation. Une évolution que prennent en compte les dignitaires religieux : aux disciples venus demander leurs bénédictions, ils souhaitent désormais d'être amenés à partir à l'étranger, pour y faire fortune...

Mais revenons aux manifestants de la place de l'Obélisque. Ils demandent un emploi et non un travail, distinction qui mérite d'être interrogée et qui a fait l'objet de nombreux... travaux scientifiques⁵. En effet, le terme travail renvoie à des tâches multiples – exercées dans le cadre d'une activité professionnelle ou de loisirs, qu'elle soit licite ou illicite –, des tâches qui peuvent être rémunérées

3. La « descente » est synonyme de la fin de la journée du travail.

4. Les Mourides représentent, avec les Tidianes, les deux grandes confréries musulmanes du Sénégal. Après s'être distingués dans la culture de l'arachide, les Mourides sont maintenant très impliqués dans le commerce, local et transcontinental. Voir notamment : COPANS, 1993, et plus particulièrement SALEM, 1981 et SALL L., 2010, pour les Mourides à Paris; EBIN, 1994 et 2010, et SCHMIDT DI FRIEDBERG et BLION, 2000, pour New York; BERTONCELLO et BREDELOUP, 2007, pour la Chine.

5. On peut consulter notamment DECOUFLÉ et MARUANI, 1987; ERBÈS-SEGUIN, 2010; MARUANI et REYNAUD, 2005; PUEL, 1980.

ou non, qui sont susceptibles d'être source de prestige ou de réprobation, autant de qualificatifs qui dépendent du regard porté par la société respective. Le terme emploi, lui, est davantage circonscrit : *a priori*, il correspond à un travail reconnu en tant que tel, il est supposé être salarié, stable et exercé à temps plein ou non ; généralement, il procure un certain statut social. C'est bien plus d'emploi que de travail que parlent les statistiques économiques, d'où aussi des adaptations récurrentes, rendues nécessaires par la recomposition du monde du travail et de l'emploi. Dans les pays du Nord, la terminologie fluctue et se complexifie, au gré des évolutions économiques et sociales (Gonzalez-Demichel et Nauze-Fichet, 2003 ; Fourcade, 1992). Donnons juste l'exemple suivant : dans la France des années 1930, on cherchait tout d'abord un travail, et non un emploi, tant le travail indépendant était encore prégnant. À partir des années 1950, l'emploi salarié s'est généralisé, la précarité s'est répandue dans les années 1970, les emplois dits atypiques progressent en termes relatifs à partir du tournant du siècle. Les pays du Sud sont, eux aussi, directement concernés par l'enrichissement de la terminologie, d'où la généralisation de qualificatifs tels qu'auto-emploi et emploi vulnérable. De même, ils profitent des nombreuses réflexions qui sont menées au sujet du travail et de l'emploi, des réflexions qui semblent particulièrement stimulantes depuis que la crise que traverse l'économie néo-libérale est devenue apparente.

Il est vrai que, sur le plan international, les interrogations sur le travail et l'emploi ont le vent en poupe. On en veut pour preuve un certain nombre de documents officiels, publiés depuis le début des années 2000 par les agences internationales, celles qui produisent les normes et impulsent les réflexions sur ce qui est censé être prioritaire en matière de politiques publiques dans les pays dits « pauvres ». Ainsi, l'édition 2013 du *Rapport sur le développement dans le monde* s'intitule « Emplois » et réhabilite, d'une certaine manière, les politiques publiques, pourvu qu'elles œuvrent en faveur du seul emploi privé (Banque mondiale, 2012 ; World Bank, 2012a). L'édition suivante du *Rapport*, elle, approfondit la question du risque en tant que frein à la réduction de la pauvreté et se penche, entre autres, sur le rôle joué par la protection et l'assistance sociales, l'idée sous-jacente étant que seule une main-d'œuvre protégée contre les aléas de la vie est susceptible d'obéir à l'un des impératifs majeurs de l'économie de marché, la mobilité (World Bank, 2013 ; World Bank, 2012b). Un autre aspect essentiel du monde du travail, la formation professionnelle, est traité par l'Unesco, dans le cadre de l'évaluation du programme *Education pour tous* ; l'accent est mis sur les jeunes urbains défavorisés, et ceci indépendamment de l'hémisphère dans laquelle ils vivent (Unesco, 2012). Car une chose est certaine : l'intérêt général pour le travail est largement nourri par la précarité dans les pays du Nord. Et, de plus en plus, l'on s'inspire des expériences du Sud pour élaborer des solutions pour le Nord. L'engouement pour la microfinance – supposée être aussi une source pour la création d'emploi – en est certainement l'exemple le plus patent.

L'intérêt grandissant pour le travail n'est pas le fruit du hasard, il a été provoqué par des évolutions qui ont profondément marqué l'histoire mondiale récente. Il y a tout d'abord la généralisation de l'économie de marché, facilitée par les Programmes d'ajustement structurel qui ont été appliqués tout d'abord dans des pays aussi divers que la Turquie, le Costa Rica et les Philippines, avant d'être étendus à tous les continents. Le Sénégal fut le premier pays subsaharien à signer, dès 1980, un Programme d'ajustement structurel avec la Banque mondiale (Duruflé, 1994, p. 6). On le sait : la généralisation de l'économie de marché s'est accompagnée d'une augmentation des inégalités. Celles-ci prennent leur origine dans la destruction d'emplois salariés et le foisonnement concomitant des activités de type informel – désormais pudiquement qualifiées d'auto-emploi – généralement moins bien rémunérées que le travail dans une entreprise dûment enregistrée. L'effondrement de l'Empire soviétique est venu confirmer le triomphe de l'économie de marché. Des bouleversements sans précédent, affectant durement la main-d'œuvre, se sont ensuivis : ils vont de la désindustrialisation et des licenciements massifs au foisonnement de petits métiers – là aussi, alors que la garantie d'un emploi à vie avait été l'une des prérogatives de l'*homo sovieticus* ! – en passant par le repli des actifs sur les zones rurales et les migrations de travail vers des pays supposés demandeurs de main-d'œuvre. Des crises successives – imputables à la croissance mal maîtrisée des tigres et autres dragons asiatiques et à l'éclatement de la bulle internet dans les années 1990, mais aussi et surtout liées aux spéculations financières avec les *sub-primes* à la fin de la décennie 2000 – ont révélé les failles d'une économie de marché débridée. Ceci explique des prises de conscience par rapport à l'importance de conditions de travail décentes et le caractère néfaste – y compris en termes sécuritaires – du chômage de masse.

Pour ce qui est des pays du Sud, une idée semble désormais prédominer : puisque « *informal is normal* », comme le suggère le titre d'une publication (Jütting et Laiglesia, 2009), il faut avant tout créer de meilleures conditions de travail. D'où le souci de promouvoir ce qui est désormais appelé le « travail décent » (ILO, 2007 et 2009), même si sa définition est hautement problématique, tant les instruments de mesure précise font défaut. Ce « travail décent » a même – tardivement, il est vrai ! – fait son entrée dans les Objectifs du millénaire devenus Objectifs du développement durable ; ce sont eux qui guident désormais les politiques de « développement ». Une entrée qui correspond à un constat d'impuissance par rapport à l'évolution souhaitée du monde du travail : contrairement à ce que prévoyaient les modèles néo-classiques, la main-d'œuvre excédentaire, notamment celle libérée par un secteur agricole appelé à devenir plus productif, n'a pu être absorbée par des entreprises de type moderne. Et puisque la « normalité » du monde du travail se manifeste, dans les pays du Sud du moins, sous forme de petits métiers, d'auto-emploi, d'agriculture paysanne, et que cette « normalité » est jugée préjudiciable à la bonne marche de l'économie, le recours à des outils susceptibles de rendre les situations

humainement supportables s'impose. Parmi ceux-ci, deux sont particulièrement mis en avant, la formation professionnelle et l'universalisation de la protection sociale. En la matière aussi, la réflexion est riche et le souci de comprendre les phénomènes est manifeste.

L'ambition de cet ouvrage est de donner une image aussi complète que possible du travail au Sénégal, non en recourant à des modèles sophistiqués faisant des projections sur l'évolution – démarche scientifiquement discutable tant les données chiffrées présentent des lacunes –, mais en élucidant les forces et faiblesses de l'économie sénégalaise. J'ai ainsi privilégié des entrées multiples, en m'appuyant sur des sources d'information variées. Certes, les données statistiques occupent une place non négligeable. Elles sont abordées de manière critique, en insistant sur le caractère problématique des catégories utilisées et en démontrant leur fiabilité limitée. Une deuxième source, essentielle, a permis d'acquérir des connaissances sur le Sénégal et de nourrir la réflexion, à savoir une collection personnelle d'articles parus dans la presse sénégalaise dans les années 1980 et 1990. Cette collection est riche de plus de 4 500 articles parus notamment dans trois quotidiens, *Le Soleil* (d'obédience gouvernementale), *Walfadjri* et *Sud quotidien* et un hebdomadaire, *Le journal de l'économie*. Les domaines couverts vont des politiques d'ajustement structurel au niveau de vie, en passant par l'emploi et l'éducation. À partir des années 2000, l'accès internet a permis de poursuivre l'analyse de la presse sénégalaise qui, entre-temps, s'était enrichie d'autres quotidiens, hebdomadaires et mensuels. D'autres informations encore proviennent de la littérature de plus en plus riche relative au Sénégal, essentiellement de nature scientifique. À côté de ces sources écrites, un grand nombre d'entretiens réalisés, depuis les années 1980, lors de nombreux séjours au Sénégal m'ont permis d'écouter les habitants du pays, d'entendre leurs préoccupations, leurs espoirs et déceptions. Certains de mes interlocuteurs sont devenus non seulement des informateurs précieux, mais aussi et surtout des amis proches.

Quatre parties composent l'ouvrage. La première, intitulée « Observer, compter, connaître », donne un aperçu des conditions de vie des Sénégalais et présente une analyse critique des données chiffrées relatives au monde du travail. La deuxième, « Comprendre les structures, dévoiler les contraintes », expose les forces et faiblesses de l'économie sénégalaise, en adoptant une approche historique. Cette dernière est également la démarche retenue pour la troisième partie, « Favoriser le travail et l'emploi », où il est question des politiques publiques et de certains projets de « développement » ayant particulièrement marqué l'histoire récente du pays. Et enfin, je conclus avec une dernière partie, « En amont et en aval : éducation, formation et protection sociale » qui retrace l'évolution du système de l'éducation et de la formation professionnelle et s'interroge sur les manières les plus adaptées pour protéger les travailleurs sénégalais et leurs familles contre les aléas de la vie.